

Le Jour, 1953
8 Avril 1953

L'AFFAIRE DES MÉDECINS EN U.R.S.S.

On voudrait éviter ce terrible sujet. Mais, en y mettant toute la bonne volonté du monde, on est bien obligé de convenir que le procès des médecins soviétiques **poursuivis sur leurs aveux et maintenant réhabilités** trouble à l'extrême.

L'accusation était « entièrement fausse », a dit Moscou.

En U.R.S.S. on peut donc faire avouer aux gens ce que l'on veut, **avec l'apparence de la spontanéité**. On n'en avait que la certitude morale ; on en a la certitude matérielle.

Voilà des hommes qui ont « faits des aveux » et qu'on reconnaît innocents. Cela passe toute mesure.

Et cela fait penser à tels grands procès du passé récent derrière le rideau de fer. **Dans ces procès célèbres, quelle part d'aveux libres il faut retenir, et quelle part d'aveux forcés ?** Cette question, dans le monde communiste même, quel homme honnête et conscient ne se la poserait pas ?

L'attitude actuelle du Gouvernement de Moscou à l'égard des médecins incriminés paraît d'un beau courage. On la donne en U.R.S.S. comme un signe de force. Nous ne le croyons pas. Est-ce vraiment un souci moral qui a fait agir les nouveaux maîtres de l'UR.S.S. ? On s'interroge là-dessus.

Compte tenu de tout, et des impératifs de la raison d'Etat, on peut admettre que M. Malenkof et ses amis. En renversant la vapeur, **ont fait acte politique**. Entre deux désordres, ils ont choisi le moindre ; c'est tout ce qu'on peut accorder.

De l'évolution, au moins apparente, de l'U.R.S.S, il faut se réjouir.

Nous ne sommes pas fâché pour les médecins juifs, en Russie, que la réputation de cynisme criminel qu'on a voulu leur faire soit lavée. **Il est de probité élémentaire de se montrer content quand la vérité éclate.** Le cas des médecins était parmi les plus tragiques et les plus odieux. La conscience est soulagée de voir s'écrouler une accusation parmi les plus ignominieuses.

Que faut-il penser désormais de maints procès des pays soviétiques ? De ceux de Budapest, de Prague, de Sofia ?

La « **Pravda** » a annoncé que les hauts fonctionnaires responsables avaient été démis et les accusateurs poursuivis. Elle a annoncé généreusement **qu'à l'avenir « chaque citoyen serait protégé »**, et demandé un contrôle efficace de la justice et de la police ensemble.

On se demande avec perplexité si la nature même du régime soviétique permet le contrôle des censeurs et celui de l'opinion. Nous constatons, une fois de plus, l'autre jour, **que le matérialisme marxiste impose la raison d'Etat**. Cette fois la raison d'Etat invoquée en premier lieu a cédé devant une raison d'Etat sans doute plus forte.

Nous ne terminerons pas sans marquer notre satisfaction de voir les mesures un peu libérales qu'on commence à prendre en U.R.S.S (singulièrement le caractère donné à la réception des journalistes américains).

Il faudra quelque temps cependant, pour s'assurer qu'au fond quelque chose est changé.